



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 13/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LORIENT AGGLOMERATION

Pôle ingénierie et gestion techniques
Direction gestion et valorisation des déchets
CS20001
56100 Lorient

Références : GP/E/2023-274
Code AIOT : 0005518021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2023 dans l'établissement LORIENT AGGLOMERATION implanté . 56650 Inzinzac-Lochrist. L'inspection a été annoncée le 10/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORIENT AGGLOMERATION
- . 56650 Inzinzac-Lochrist
- Codé AIOT : 0005518021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Lorient Agglomération est autorisé, par arrêté préfectoral du 21 mars 2014 modifié, à exploiter une ISDND sur le territoire de la commune d'Inzinzac-Lochrist.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.3.10	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article article 4.2.2	Sans objet
2	Protection des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.2.4	Sans objet
3	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement, entretien et conduite	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.3.3	Sans objet
4	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.3.5	Sans objet
6	Autosurveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 8.2.2	Sans objet
7	Autosurveillance des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/12/2017, article Article 8.2.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des prescriptions. Toutefois, le débit de rejet réel n'est pas conforme à celui prescrit dans l'arrêté d'autorisation. Il correspond au traitement des lixiviats de Kermat 1, 2 et 3. L'exploitant doit se conformer au débit imposé ou porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de la modification justifiée de ce débit de rejet.

Le bassin de stockage des lixiviats vide lors de l'inspection doit être curé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature.
Constats : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque création de casier par les dossiers d'ouvrages exécutés. L'exploitant a présenté des plans sous format informatique comprenant les différents réseaux (eaux pluviales , eaux souterraines et lixiviats).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Lors de la visite, la vanne de sectionnement du réseau de lixiviats traités était en position fermée. Cette vanne se situe avant le point de rejet dans le milieu dans le bassin des lixiviats traités.Elle est actionnable manuellement. Son fonctionnement est périodiquement vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement, entretien et conduite
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'installation concernée. Toute anomalie constatée doit faire l'objet d'une intervention sans délai.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a conçu l'installation de traitement des lixiviats avec les conseils de la société OVIVE , société en charge du suivi de l'installation. Une option au contrat passé avec cette société permet à l'exploitant de mettre en place des outils supplémentaires au cas où l'installation devrait traiter plus de lixiviats. Cette installation a été complétée pour capter l'arsenic présent naturellement dans les terres servant au recouvrement périodique des déchets.</p> <p>Il prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'installation concernée.</p> <p>Un registre informatique est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.</p> <p>...</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides internes provenant de l'établissement est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Constats : Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet des eaux pluviales, par la création de bassin de décantation des fines en cascade, et à l'aval de celui-ci. Les lixiviats sont stockés dans un bassin tampon avant rejet dans le milieu.</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides internes (deux ouvrages pour les eaux pluviales et un rejet pour les lixiviats traités en sortie de station) provenant de l'établissement est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont accessibles et permettent des interventions en toute sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les lixiviats sont collectés et dirigés vers les filières de traitement prévues à l'article 4.3.4. Ils pourront être évacués vers le milieu récepteur et seulement s'ils respectent avant rejet les valeurs limites en concentration ci-dessous définies en fonction du flux émis :</p> <p>Références des rejets vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.4)</p> <p>...</p> <p>La dilution des lixiviats et l'épandage des lixiviats non traités sont interdits.</p> <p>En cas d'impossibilité partielle ou totale de rejet, ceux-ci constituent des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre 5 du présent arrêté.</p> <p>Constats : Les lixiviats traités évacués vers le milieu récepteur respectent les valeurs fixées en concentration.</p> <p>Le débit de rejet réel n'est pas conforme à celui prescrit dans l'arrêté d'autorisation. Il correspond au traitement des lixiviats de Kermat 1, 2 et 3. L'exploitant doit se conformer au débit imposé ou porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de la modification justifiée de ce débit de rejet.</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats vide lors de l'inspection doit être curé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article Article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les débits de rejet au milieu naturel sont mesurés chaque jour. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les débits de rejet au milieu naturel sont mesurés chaque jour. Les résultats sont portés sur un registre informatisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2017, article Article 8.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Avant rejet dans le milieu récepteur, les lixiviats collectés dans les réseaux décrits à l'article 4.3.4 font l'objet des analyses suivantes : Le programme d'autosurveillance des lixiviats traités est réalisé dans les conditions suivantes, à la sortie de la filière de traitement : <ul style="list-style-type: none"> • mesure en continu du débit, du pH et de la résistivité (ou conductivité), • mesure ponctuelle hebdomadaire sur pH, température, résistivité, conductivité, MES, COT, DCO, DBO5, NTK, NO2, NO3, Azote global (NGL), Phosphore total, • mesure mensuelle sur pH, température, résistivité, conductivité, MES, COT, DCO, DBO5, NTK, NO2, NO3, Azote global (NGL), Phosphore total, hydrocarbures totaux, aluminium, nickel, étain, manganèse, mercure, cadmium, chrome, zinc, cuivre, plomb, fer arsenic, cyanures libres, chlorures, sulfates et ammonium • mesure annuelle sur AOX, fluor et ses composés et nonylphénol. ...
Constats : Le programme d'autosurveillance des lixiviats traités est réalisé dans les conditions définies par l'arrêté complémentaire du 12 décembre 2017 au vu des bilans transmis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet